

## Introduction

La Suède, peuplée de quelque six millions d'habitants dans les années 1930, quand commence cette histoire, en a un peu moins de dix millions aujourd'hui, soit une population au 14<sup>e</sup> rang dans l'Union européenne, derrière la Grèce, la République tchèque, le Portugal et la Hongrie. C'est sans doute un paradoxe que ce pays, faiblement peuplé, en situation périphérique en Europe, non belligérant dans les deux guerres mondiales, fut un objet d'intérêt public dans la France des années 1970. Près de vingt ouvrages lui sont alors consacrés de 1970 à 1976, et des dizaines d'articles et de reportages, tant dans la presse écrite qu'à la télévision. C'est l'époque où Georges Pompidou, candidat gaulliste à la présidence de la République en juin 1969, interrogé par l'hebdomadaire *L'Express* sur l'existence éventuelle d'un « pays modèle » en matière de rapports sociaux, répond : « Disons la Suède, avec un peu plus de soleil. Puisque vous tenez à une référence<sup>1</sup>. » Phrase fameuse, aussi souvent citée que mal référencée. Quelques mois plus tard, Jean Parent, universitaire consacré et professeur d'économie, publie *Le Modèle suédois*, un ouvrage qui fixe pour plusieurs années les contours du débat<sup>2</sup>. En mars 1971, un documentaire télévisé questionne à son tour « le modèle suédois<sup>3</sup> ». La Suède serait donc un *modèle*, reproductible au moins partiellement au-delà de ses frontières, et susceptible d'inspirer l'action gouvernementale ou partisane en France. Mais l'expression est déjà utilisée, bien que moins fréquemment, dès les années 1930. Armand Méglé, directeur de l'Office national du commerce extérieur, parle ainsi, dans sa préface à un livre sur la Suède, d'un pays qui « plus que tout autre, peut-être un *modèle* à cette Europe moderne dont nous voudrions préparer les voies<sup>4</sup> ». En 1951, Lucien Maury, écrivain et traducteur, un des grands « passeurs » de la culture suédoise en France, parle aussi du « Nord » comme « un laboratoire de la paix, de l'expérience

1. « M. Pompidou déclare à *L'Express* », *L'Express*, 9 juin 1969.

2. Jean PARENT, *Le Modèle suédois*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie », 1970.

3. Patrick PESNOT, « Le modèle suédois », *Objectifs*, 8 mars 1971, en ligne sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), [ina.fr].

4. Armand MÉGLÉ, préface à Lucien MAURY, *La Suède*, Paris, Société française d'éditions, coll. « L'Europe moderne », 1932.

sociale<sup>5</sup> ». Au total, de 1932, date de l'accession au pouvoir du SAP, le parti social-démocrate suédois<sup>6</sup>, à 1986, date de l'assassinat du Premier ministre Olof Palme, sans doute la dernière incarnation vivante et populaire d'un « modèle » original, plus de trente ouvrages proposent aux lecteurs français une analyse culturelle, économique, sociale ou politique de ce pays<sup>7</sup>. Bien sûr, dans la même période, la masse des ouvrages publiés sur l'Union soviétique ou les États-Unis, la Chine « maoïste », l'Allemagne ou le Japon, voire le Royaume-Uni, est très supérieure. Mais ces pays sont des puissances mondiales, longtemps à vocation impériale, peuplées de dizaines de millions d'habitants, protagonistes majeurs des grands conflits du xx<sup>e</sup> siècle. Leurs capacités militaires et économiques, la prétention des trois premiers à incarner un modèle universel, expliquent l'intérêt qu'on leur porte, et la présence dans tous les pays d'admirateurs énamourés, de contempteurs acharnés, mais aussi d'observateurs plus pondérés.

Le terme de *modèle* est ambivalent. Selon les définitions consacrées, un modèle est « une chose ou une personne qui, grâce à ses caractéristiques, ses qualités, doit servir de référence à l'imitation ou à la reproduction<sup>8</sup> ». Les communistes de tous pays ont ainsi, pendant des décennies, défendu un « modèle soviétique » reproductible tant dans ses structures politiques (le « modèle bolchevique », voire le parti unique une fois le pouvoir conquis) qu'économiques (l'économie étatisée et planifiée). Pour d'autres, « philosophiques » sans être communistes, surtout dans les années 1930 en Europe, c'est la « part la moins bolchevique de l'URSS » (l'interventionnisme économique de l'État) qui est jugée imitable et, au moins partiellement, reproductible en France ou ailleurs<sup>9</sup>. Le modèle soviétique a ordonné l'activité et la pensée de millions de femmes et d'hommes au xx<sup>e</sup> siècle, convaincus de son caractère exemplaire.

Mais *un modèle* est aussi, en sciences sociales, une construction théorique qui présente « la reproduction simplifiée d'un système<sup>10</sup> ». On peut ainsi décrire les caractéristiques d'un modèle, mettre en évidence sa structure économique et sociale originale, sans prétendre en faire un exemple, et encore moins vouloir en imposer l'application. En ce sens, le « modèle industriel japonais » ou le « modèle japonais d'organisation du travail », décrit par Hubert Brochier ou Pierre-François Souyri, est avant tout un système

5. Lucien MAURY, *Métamorphose de la Suède*, Paris, Stock, 1951, p. 11.

6. Le nom complet du parti est *Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti*, ou Parti social-démocrate suédois des travailleurs. Il est communément désigné comme « parti social-démocrate suédois ».

7. La liste n'inclut pas les romans d'auteurs suédois traduits en français, ou les romans d'auteurs français dont l'intrigue ou les personnages évoquent la Suède. Elle n'inclut pas non plus, sauf exception, les guides touristiques consacrés à ce pays.

8. *Trésor de la Langue française*, [atilf.fr]. Le *Robert* propose une définition proche : « Ce qui sert ou doit servir d'objet d'imitation pour faire ou reproduire quelque chose. »

9. Sophie CŒURÉ, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 260 sq.

10. *Le Robert. Dictionnaire de la langue française*.

hiérarchisé associant différents acteurs et composantes<sup>11</sup>. Le « toyotisme » n'est pas un modèle politique ou social et n'a jamais vraiment représenté une référence universelle mobilisant ses partisans de par le monde. Enfin, le modèle désigne plus simplement, comme l'a montré Fernand Braudel pour *Le Modèle italien*, la puissance d'un rayonnement d'abord économique, puis artistique et culturel<sup>12</sup>. Pour l'historien des *Annales*, le « grand siècle italien » entre 1550 et 1650, est celui d'un intense rayonnement culturel, quand la civilisation baroque « habille l'Europe entière » et « submerge la culture française » sous le règne de Louis XIII<sup>13</sup>.

La littérature produite en France pendant plusieurs décennies sur la Suède relève surtout des deux premières approches. La culture française, même si elle en reçut l'influence, n'a jamais été « submergée » par le rayonnement du cinéma d'Ingmar Bergman, des romans de Selma Lagerlöf ou des livres pour enfants d'Astrid Lindgren, du théâtre d'August Strindberg... ou par les lignes épurées du mobilier Ikea! Rien de comparable, ici, au *modèle italien* décrit par Fernand Braudel ou à la puissance d'acculturation de la culture de masse nord-américaine. La caractéristique de l'ensemble de la production sur la Suède est de faire de ce pays un *révélateur* des faiblesses ou des handicaps français, pour proposer de les surmonter à la lumière de son expérience. La Suède serait, comme l'écrit le chef d'entreprise Auguste Detœuf en 1938, un pays où « les problèmes sont mieux posés<sup>14</sup> ». C'est en cela qu'elle a pu être prise pour un *modèle*. L'économiste Jean Parent affirmait d'entrée vouloir « décrire un modèle, plus que de prendre la Suède comme modèle<sup>15</sup> ». Mais « le modèle achevé de réformisme patient » qu'il analyse, vise, à l'évidence, le débat politique français, surtout celui qui divise des gauches françaises en manque de perspectives, avant le congrès d'Épinay de 1971, et la signature en 1972 du *Programme commun de gouvernement*.

*Modèle suédois, réformisme suédois*, tels sont les mots-balises autour desquels s'ordonne ce livre. Il propose de parcourir les décennies au cours desquelles la social-démocratie suédoise a proposé « un ancrage symbolique aux passions réformistes », sans jamais d'ailleurs boudier cet honneur<sup>16</sup>.

Paradoxalement, alors que le débat concerne un État gouverné sans interruption pendant 44 ans, par un parti social-démocrate, membre de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) de 1923 à 1940, puis, après 1951, de l'Internationale socialiste et du Parti socialiste européen (PSE), les socialistes français ne semblent pas avoir été les plus intéressés par les réalisations

11. Hubert BROCHIER, *Le miracle économique japonais*, Paris, Calmann-Lévy, 1965 ; Pierre-François SOUYRI, « Le modèle japonais d'organisation du travail », *Annales Économie, Sociétés, Civilisations*, 49, 3, 1994, p. 503-510.

12. Fernand BRAUDEL, *Le Modèle italien*, Paris, Arthaud, 1989.

13. *Ibid.*, p. 162.

14. Auguste DETŒUF, « Préface » à Paul PLANUS, *Patrons et ouvriers en Suède*, Paris, Plon, 1938, p. 3.

15. Jean PARENT, *op. cit.*, p. 10.

16. Yohann AUCANTE, « La chasse au modèle : l'État social suédois en science politique », *Raisons politiques*, 2002, 6, p. 117-133.

de leur *parti frère*. À l'exception d'une brochure du jeune Georges Albertini, marginal dans son propre parti, relatant son voyage en Suède en 1938<sup>17</sup>, aucun des principaux livres sur la Suède n'est écrit en France dans les années 1930 par un socialiste. C'est là une situation différente de ce que l'on constate ailleurs à la même époque, en Belgique, aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Dans ces trois pays qui comptent parmi les rares démocraties qui subsistent à la veille de la guerre en dehors de la Scandinavie, les voyageurs se situent sans ambiguïté du côté gauche du spectre politique, libéral et démocrate outre-Atlantique, travailliste au Royaume-Uni, socialiste et syndicaliste en Belgique. La situation s'inverse quelque peu dans les années 1950, avec plusieurs articles dans la *Revue socialiste*, et la publication de la thèse de Raymond Fusilier, lui-même militant socialiste, sur *Le Parti socialiste suédois*, préfacée par Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969<sup>18</sup>. Mais c'est dans les années 1970 que la distorsion est la plus frappante. Si les socialistes français sont, à l'évidence, présents dans le débat sur la Suède, c'est bien davantage par des articles que par des livres, et souvent sur un mode critique. Les principaux livres sur la Suède sont écrits par des auteurs de sensibilité « de gauche », comme le mendésiste Gabriel Ardant ou le journaliste communiste Jacques Arnault, auteur de deux opuscules alors très commentés<sup>19</sup>. Il existe certes des auteurs *socialistes* français écrivant sur les *socialistes* suédois, comme Raymond Fusilier en 1954 ou Serge Richard, rédacteur en chef de l'hebdomadaire du PS *L'Unité*, dans les années 1970<sup>20</sup>. Mais force est de constater qu'ils ne sont pas majoritaires dans cette masse d'écrits. Le modèle suédois qui traverse le xx<sup>e</sup> siècle, celui d'une société de confiance privilégiant le compromis et la civilité<sup>21</sup>, est plutôt valorisé en France par une nébuleuse politique oscillant entre réformisme et volonté réformatrice.

Le premier terme renvoie à une histoire longue et conflictuelle dans l'histoire du socialisme, spécialement français. La définition faussement évidente proposée d'entrée par les dictionnaires, « tendance favorable au

17. Georges ALBERTINI, *Visite aux ouvriers scandinaves*, Conférences de l'Institut supérieur ouvrier, série « Éducation syndicale », XXVIII, Paris, Librairie syndicale, CCEO, 1938. Sur le parcours de Georges Albertini, militant de la SFIO puis du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat avant d'être une *éminence grise* des gouvernements de la Guerre froide, voir Pierre RIGOUTOT, *Georges Albertini, socialiste, collaborateur, gaulliste*, Paris, Perrin, 2012.

18. Raymond FUSILIER, *Le Parti socialiste suédois, son organisation*, Les Éditions ouvrières, 1954 (préface de Guy Mollet).

19. Gabriel ARDANT, *La Révolution suédoise*, Paris, Robert Laffont, coll. « Libertés 2000 », 1976 ; Jacques ARNAULT, *Le « socialisme » suédois*, Paris, Éditions sociales, coll. « Notre temps », 1970 et *Une société mixte*, Seghers, coll. « Suède en question », 1971.

20. Serge RICHARD, auteur de plusieurs articles dans la presse socialiste, est aussi l'auteur de *École nouvelle, société nouvelle* (Seghers, 1971), dans la collection « Suède en question ». Il est aussi l'interviewer d'Olof Palme pour *Le rendez-vous suédois*, (Stock, 1976) et l'auteur d'un chapitre sur Tage Erlander, Premier ministre suédois de 1946 à 1969, dans un volume de la série, *Les Grands révolutionnaires* (Martinsart, 1982).

21. C'est la définition générique proposée par Michel HASTINGS, « Le modèle nordique : avant-propos », « Le modèle nordique », *Revue internationale de politique comparée*, 13, 2006/3, p. 373-375.

changement par les réformes », peut être légitimement revendiquée par toutes les forces politiques acceptant le cadre de la démocratie représentative. C'est d'ailleurs le cas aujourd'hui en Europe comme en France, les socialistes se distinguant par leur « réformisme de gauche », une notion proposée par François Hollande, encore Premier secrétaire du PS, au congrès de Dijon en 2003. Mais, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et pendant des décennies, un réformiste est un socialiste qui, cherche par des moyens légaux et sanctionnés par le suffrage universel, la « substitution progressive » de la propriété capitaliste par la propriété sociale<sup>22</sup>. C'était du moins en ces termes que le définissait Alexandre Millerand dans son célèbre discours de Saint-Mandé, puis dans son ouvrage, *Le socialisme réformiste français*<sup>23</sup>. À la même époque, Albert Thomas proposait une définition proche, ajoutant qu'il fallait faire du PS « le vrai parti national », capable de rassembler autour de lui un bloc politique et social hégémonique pour gouverner<sup>24</sup>.

Le refus du « ministérialisme » par la majorité des socialistes français, l'évolution droitière de Millerand par rapport à ses engagements initiaux – jusqu'à en faire un ennemi déterminé des socialistes, même réformistes –, le traumatisme de la Grande guerre, la difficulté d'assumer franchement la participation au gouvernement de trois ministres socialistes entre 1914 et 1917, le choc du congrès de Tours et la crainte du « qu'en dira-t-on communiste » (Léon Blum) expliquent largement le « réformisme honteux » des socialistes ou, quand on le pratique, son caractère faiblement théorisé<sup>25</sup>. À l'inverse, et parmi les premiers dans l'Internationale socialiste, le SAP revendique son positionnement réformiste, une référence brandie dès 1913 par son premier président, Hjalmar Branting<sup>26</sup>. Même quand on le pratique largement à l'échelle municipale et même quand on s'inscrit dans son cadre lors des trois brefs épisodes gouvernementaux qui se succèdent de 1936 à 1981<sup>27</sup>, le réformisme n'est pas l'horizon du socialisme français. La déclaration de principes du PS adoptée à l'issue du congrès de Rennes, en février 1990 déclare encore « mettre le réformisme au service des espérances révolutionnaires<sup>28</sup> ». Le réformisme socialiste est plutôt l'apa-

22. Pour une réflexion sur les sens et les usages du mot « réformisme », voir Thierry HOHL, « Quel plat réformisme ! Étude sur une catégorie incertaine », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 103, 2008, p. 41-54.

23. Alexandre MILLERAND, *Le socialisme réformiste français*, 1903. Sur le personnage et son évolution politique, voir Jean-Louis RIZZO, *Alexandre Millerand (1859-1943)*, Paris, L'Harmattan, 2013.

24. Sur Albert Thomas, voir Adeline BŁASZKIEWICZ, *Albert Thomas. Le socialisme en guerre*, Master 2 d'histoire contemporaine (sous notre direction), ENS Lyon, 2013.

25. Marc LAZAR, « Le réformisme des socialistes français », « Dossier : les socialistes français face au réformisme », *Histoire@politique*, 13, janvier-avril 2011.

26. En opposant socialisme réformiste et socialisme « négatif », Sheri BERMAN, *The Primacy of Politics. Social democracy and the making of Europe's twentieth century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 156.

27. Gouvernement de Léon Blum 1936-1937, gouvernements provisoires puis tripartites 1944-1947, gouvernement Guy Mollet 1956-1957

28. Alain BERGOUNIOUX, *Déclarations de principe socialistes 1905-2008*, Paris, Bruno Leprince, 2008.

nage de minorités actives, qui s'adosent parfois à des forces extérieures au parti, comme la CGT de Léon Jouhaux avant-guerre, et souhaitent souvent s'allier durablement avec les radicaux ou les centristes.

Le second terme, qui renvoie à une pensée ou une action réformatrice, n'a pas fait l'objet d'un substantif. Il faudrait sans doute user d'un néologisme malsonnant, le « réformatrisme » pour le définir<sup>29</sup>. La plupart du temps, ceux qui s'en réclament, comme l'éphémère « Mouvement réformateur » en 1973, coalition centriste regroupant les héritiers du MRP (le Centre démocrate de Jean Lecanuet) et du vieux radicalisme (le Parti radical de Jean-Jacques Servan-Schreiber), entendent bien se distinguer des premiers. Il ne s'agit pas tant de changer *de* société par une méthode réformatrice et légaliste, que d'opérer des changements *dans* la société par des réformes. Or, le « modèle suédois » est continuellement promu, entre 1932 et 1976, par des hommes, groupes ou revues qui relèvent de cette définition. C'est le cas, en 1936-1938 des « patrons réformateurs » des *Nouveaux Cahiers*, autour d'Auguste Detœuf et Jean Coutrot, de leurs lointains héritiers des années 1960 comme Louis Armand ou François Bloch-Lainé, ou encore, dans le champ politique, du flamboyant « JJSS », directeur de *L'Express*, puis rénovateur malheureux du parti radical à la même époque. Tous parlent ou écrivent à propos de la Suède social-démocrate, sans jamais être eux-mêmes socialistes, ni se réclamer de la social-démocratie. Sans doute faudrait-il placer à mi-chemin entre « réformatrisme » et « réformisme », nonobstant leur évolution de l'un vers l'autre, Pierre Mendès-France et ses proches, constamment intéressés par le « modèle suédois<sup>30</sup> ».

La référence à la Suède est ainsi revendiquée en France par une vaste nébuleuse politique et intellectuelle, « mordant » au centre et parfois à droite, incluant des socialistes, des proches de la « Nouvelle gauche » des années 1960, des pionniers de l'écologie politique, mais aussi des radicaux, des « patrons éclairés » ou, plutôt, réformateurs, des « Non conformistes » des années 1930 et des gaullistes des années 1960. À l'inverse, le « modèle suédois » n'est – évidemment – jamais revendiqué par le Parti communiste français, dont on sait le poids et l'influence pendant ces décennies, ni *a fortiori* par les groupes et organisations d'extrême gauche, qui ne s'y intéressent d'ailleurs pas.

On l'a compris, parler de la Suède, c'est parler de la France, des gauches françaises, de leurs divisions, de leur rapport au pouvoir, de leur vision du socialisme et de l'action gouvernementale, du sens même qu'a pu avoir le réformisme au cours de ces décennies du xx<sup>e</sup> siècle. C'est le sens de cet

29. Christian TOPALOV (dir.), *Laboratoires du Nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

30. Issu du radicalisme, Pierre Mendès-France adhère en 1959 au PSA (Parti socialiste autonome), puis en 1960, au PSU. Il se réclame alors d'un « socialisme humaniste » dans la tradition de Blum et Jaurès. Il entretient une correspondance suivie avec Alva et Gunnar Myrdal, figures intellectuelles de la social-démocratie suédoise.

ouvrage, qui n'est pas une histoire de la Suède ni une histoire de la social-démocratie suédoise au pouvoir. Celle-ci a déjà fait l'objet de nombreux travaux en langue anglaise<sup>31</sup>. Il n'est pas non plus une histoire du réformisme en France, ou une histoire des groupes ou des projets réformistes au sein des gauches françaises<sup>32</sup>. Il se veut, plus modestement, l'histoire d'un « transfert<sup>33</sup> », un essai sur l'influence d'un modèle réformiste étranger sur les formations et les cultures politiques des gauches françaises, comme cela a pu être tenté pour d'autres modèles étrangers, « révolutionnaires » ceux-là, soviétique, chinois ou cubain<sup>34</sup>. Seront étudiés dans ce cadre les groupes, les foyers et les individus, qui acculturent en France l'expérience suédoise, comme la mesure de l'influence qu'ils ont pu acquérir de 1932 à 1986. Car, au terme de ce parcours, il faudra bien s'interroger : au-delà du constat de la masse des publications et de l'analyse des groupes au sein desquels s'opère le transfert du « modèle suédois » vers la France, quelle est la portée réelle de leurs écrits et de leur action ? Ont-ils enseigné avec succès un « réformisme », ou, dit autrement, ont-ils eu des élèves, au minimum assidus et désireux d'apprendre...

31. Voir Sheri BERMAN, *op. cit.* ; Gosta ESPING-ANDERSEN, *Politics against markets. The social-democratic road to power*, Princeton, Princeton University press, 1985 ; Klaus MILGELD, Karl MOLIN et Klas AMARK (dir.), *Creating Social Democracy. A Century of the Social democratic Labor Party in Sweden*, Philadelphie, Pennsylvania University press, 1992 ; Jenny ANDERSSON, *Between Growth and Security. Swedish Social Democracy from a Strong Society to a Third Way*, Manchester, Manchester University Press, 2006.

32. En l'absence de synthèse, voir le dossier coordonné par Mathieu FULLA et Emmanuel JOUSSE « Les socialistes français face au réformisme », *Histoire@Politique*, 13, janvier-avril 2011 ; Jacques MOREAU, *L'espérance réformiste. Histoire des courants et des idées réformistes dans le socialisme français*, Paris, L'Harmattan/Des Poings et des roses, 2007 ; pour une lecture communiste (et datée...), *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, deux volumes, Paris, Éditions sociales, 1976.

33. Sur la problématique des transferts culturels, voir Michel ESPAGNE, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999.

34. Voir, à propos du « modèle soviétique », Sophie CŒURÉ, *La grande leur... op. cit.* ; sur le « modèle cubain », Jeanine VERDÈS-LEROUX, *La lune et le Caudillo. Les intellectuels français et le régime cubain (1959-1971)*, Paris, Gallimard, 1989 ; sur les modèles révolutionnaires en général, François HOURMANT, « De Lénine à Marcos : modèles étrangers pour la gauche », dans Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France. II*, Paris, La Découverte/Poche, 2005, p. 475-486. Les seuls « modèles étrangers » analysés par ce dernier relèvent du seul registre des modèles révolutionnaires. La Suède n'est ainsi pas abordée.